

**«Le racisme : élément du conflit Flamands-francophones ? / Racisme : een element in het conflict tussen Vlamingen en Franstaligen ?»**

Bruxelles/Brussel, Editions Labor/EPO Uitgeverij, 1998,  
326 p.

L'inquiétude 'citoyenne' qui taraude de temps à autre les clercs de Belgique quant à l'avenir de l'Etat et des communautés 'ethno-territoriales' qui y vivent peut prendre des formes variées. Les uns rassemblent de manière plus ou moins argumentée leurs idées, leurs états d'âme sur la question et, à l'instar de René Swennen, en tirent un essai. D'autres préfèrent opter pour une démarche collective, associant réflexions critiques et analyses scientifiques. C'est le cas du présent ouvrage. Porté sur les fonts baptismaux par un

milieu proche de l'ULB, il se présente sous un aspect éminemment 'belgo-belge' <sup>21</sup>. Disons-le d'emblée : ce type de production compte déjà de nombreux ancêtres et semble appelé à connaître une belle descendance, les mêmes crispations identitaires se reproduisant d'échéance électorale en échéance électorale.

Elaboré sous l'impulsion d'Anne Morelli, le livre, qui est honoré d'un texte introductif du ministre-président de la Région bruxelloise profitant de l'occasion pour saluer cette initiative, présente la particularité d'axer son questionnement sur un non-dit de nos relations intercommunautaires, à savoir le caractère potentiellement raciste de ce que l'on a parfois appelé la "guerre des Belges" <sup>22</sup>.

Racisme. L'utilisation en la circonstance d'un concept aussi fort n'a pas manqué de susciter les réserves de plusieurs chercheurs associés au projet, qui parlent plutôt de "malentendus", voire de réflexes xénophobes. Et, de fait, à la lecture des différentes contributions, on ne peut qu'être frappé des réticences manifestées à l'emploi de ce terme. D'aucuns lui préfèrent visiblement le mot "nationalisme", moins coruscant... ou mieux adapté à la situation.

Néanmoins, Anne Morelli persiste et signe. Dans ses conclusions, elle s'attache à souligner l'existence d'un "processus racisant" en cours d'élaboration au nord et au sud du pays. Elle est rejointe sur ce point par l'essayiste Claude Demelenne,

intellectuel effervescent qui déploie par ailleurs un beau zèle destiné à clouer au pilori un "nationalisme wallon" jugé aussi haineux et haïssable que son vis-à-vis flamand.

En général, les autres auteurs préfèrent s'en tenir à des affirmations moins tranchées et poser leurs pas dans un cadre conceptuel plus classique. Pour Ludo Dierickx ("L'essence et les raisons du succès du nationalisme et du racisme", p. 12-20), on se trouve bel et bien en présence d'une série de poussées nationalistes conjoncturelles qui descendent peu à peu un Etat belge mal fédéralisé car dépourvu d'une élémentaire hiérarchie de normes. Nationalisme qui, comme tous ses congénères, bat monnaie en répandant des thèses réductrices, simplistes, discriminantes. Cela lui a permis jusqu'à présent de récolter de beaux succès, tant il est vrai qu'"un individu souffrant d'un manque de reconnaissance et d'estime s'élève en dédaignant et en méprisant d'autres individus" (p. 16). Ce "nationalisme", l'auteur s'applique à le définir comme une "forme d'instigation politique dont les sujets (...) sont identifiables par des caractéristiques aisément reconnaissables (...) et dont les (...) aspirations, en raison de leur essence ou de leur représentation, ne peuvent être reconnues que par les sujets en question" (p. 13). La définition est certes complexe, mais elle a le mérite de cerner avec précision le concept employé. Ces "formes d'instigation" – entendez : ces efforts pour influencer l'opinion et, à terme, la gestion des sociétés – sont multiples.

21 L'ouvrage est bilingue, les textes français et néerlandais se présentant en blocs compacts et tête-bêche.

22 ALBERT DU ROY, *La guerre des Belges*, Paris, Le Seuil, 1968.

Dans le système de pensée des nationalismes, les mots, l'usage des mots ne sont pas innocents, ainsi que le prouve Dieter Lesage ("L'état de la différence", p. 21-28). Le vocabulaire le plus commun est en effet utilisé pour activer une forme d'"homogénéisation culturelle" à caractère "différentialiste". Les "Wallons", les "Flamands" sont ainsi érigés en entités antagonistes par le biais d'une "réduction racisante" (*sic*) des tensions communautaires. On devrait donc, selon Lesage, utiliser ces mots avec une prudence extrême puisque, à la limite, leur simple usage procéderait d'une "racialisation" inconsciente. Soit. Mais en procédant à de telles précautions sémantiques, ne risque-t-on pas de figer tout débat ? On pourrait le craindre. Un peu dans la même optique, Jan Blommaert étudie le type d'"investigation" qui est pratiquée en toute bonne conscience par les éditorialistes du *Standaard* ("La création de frontières par le discours...", p. 29-37). Ainsi se crée à petites touches, comme si de rien n'était, une frontière symbolique et mentale entre le nord et le sud du pays.

Les inégalités socio-culturelles existant entre groupes ethniques différents constituent également des terrains propices à l'efflorescence de stéréotypes négatifs, griffant et humiliant l'Autre. Aujourd'hui, le "Wallon" en souffre; avant 1914, ainsi que le montre Yves Quairiaux (p. 38-47), c'était le "Flamand" venu gagner son pain en Wallonie qui en pâtissait. Puis la roue a tourné... et elle tournera encore.

Georgi Verbeeck livre pour sa part une analyse fouillée du radicalisme de droite en Flandre, tant sur le plan de la continuité que sur celui de discontinuité ("Le mythe

de la nation...", p. 48-68). Pour ce faire, il opte pour une approche psycho-sociale en recourant à la typologie élaborée par Diethelm Prowe, l'historien américain bien connu. Au fil de son enquête, il discerne la persistance, en Flandre, d'un "milieu" politico-sociologique stable qui a permis la réactivation à un moment donné d'une culture d'extrême droite, sous l'aspect d'un nationalisme global et d'exclusion. Celui-ci demeure le "cœur idéologique du radicalisme de droite", tel qu'il existait avant la guerre. Toutefois, on ne peut plus parler en l'espèce de "racisme biologique". Trop connoté à l'époque nazie, il a sombré avec le III<sup>e</sup> Reich. Sous l'influence de la 'nouvelle droite', ces milieux lui préfèrent aujourd'hui un inégalitarisme d'essence culturelle, "différentialiste". S'y ajoute un élément inquiétant : le *Vlaams Blok*, qui s'est fait porteur d'une telle idéologie, s'inscrit dans la mouvance d'une série de populismes fondés sur le "chauvinisme social". Prospérant dans des espaces territoriaux relativement privilégiés (Autriche, Suisse, Scandinavie, Flandre...), leur xénophobie exprimerait surtout la crainte de devoir partager leurs coquets dividendes avec des voisins moins fortunés.

Poursuivant ses investigations avec l'aide de Hans De Witte, Verbeeck s'interroge sur la différence manifeste de succès que rencontrent les listes d'extrême droite en Flandre et en Wallonie ("Un radicalisme de droite à deux vitesses", p. 69-88). Son explication du phénomène repose pour l'essentiel sur l'évolution historico-culturelle différente entre francophones et néerlandophones. Traditionnellement, le radicalisme de droite francophone se mobilisait en faveur de la nation belge.

Au contraire de ce qui s'est passé dans la Flandre profonde, l'implication d'une partie des siens dans la collaboration avec l'occupant nazi lui a causé un grave préjudice et il a été marqué du stigmate de la trahison. Qui plus est, l'idée nationale belge paraît aujourd'hui à bout de souffle. En quelque sorte, ses dieux sont morts : il n'a ni cadres valables, ni points d'ancrage partisans en Wallonie, même s'il subsiste un terreau humain potentiel. Le nationalisme flamand, lui, n'a pas souffert de la décrépitude belge, au contraire.

Nous n'en avons donc vraisemblablement pas fini avec le racisme/nationalisme dans notre pays, d'autant plus que la connaissance que l'on peut avoir de la langue de l'autre communauté paraît s'amenuiser au fil des ans. Plusieurs chercheurs tirent la sonnette d'alarme à ce propos. Peut-être en vain. Laurence Mettewie, s'efforçant de jauger la place accordée au néerlandais dans la Communauté française constate que l'apprentissage de celui-ci régresse face à l'anglais ("Blocages francophones face à l'apprentissage du néerlandais...", p. 141-144). S'étant ensuite livrée à un sondage auprès d'une quarantaine d'étudiants francophones – trop mince échantillonnage pour un tirer des conclusions définitives, précise-t-elle – elle n'a pu qu'enregistrer la désaffection massive témoignée envers la langue de Vondel. Laurence Mettewie attribue ce fait à l'image négative que les francophones continuent à avoir de la Flandre. Pour le reste, elle se garde d'aller au-delà dans son analyse, ce qui est sans doute préférable pour l'esprit d'un ouvrage qui semble avoir privilégié une démarche

'politiquement correcte'. Même s'il porte un titre qui se veut provocateur.

*Alain Colignon*